



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Japon & Corée du Sud

Une publication du SER de Tokyo, avec le concours du SE de Séoul
N°199 : du 3 au 31 janvier 2024

Japon

L'économie japonaise se prépare au choc lié à l'abaissement du plafond annuel d'heures supplémentaires dans les transports à partir du 1^{er} avril 2024.

Le retour des touristes stimule les importations de luxe français au Japon.

L'autorité de régulation nucléaire japonaise lève la suspension d'exploitation de la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa.

Le groupe Toyota et ses filiales touchés par une succession de scandales.

Corée

La Corée du Sud enregistre une croissance économique de 1,4 % en 2024.

Le commerce extérieur sud-coréen en berne.

Les autorités coréennes s'inquiètent d'une vague de défauts sur le marché de l'immobilier après l'affaire Taeyoung E&C.

Sur fond de *de-risking*, le gouvernement annonce un investissement spectaculaire de 472 Mds USD dans un cluster de semi-conducteurs au sud de Séoul.

Les entreprises coréennes demandent des assouplissements aux règles de l'*Inflation reduction act* pour préserver leurs approvisionnements de minéraux critiques chinois.

Japon

Politiques économiques

L'économie japonaise se prépare au choc lié à l'abaissement du plafond légal annuel d'heures supplémentaires dans les transports à partir du 1^{er} avril 2024. Les entreprises japonaises de logistique avaient 5 ans pour se réorganiser suite au vote de cette mesure en 2019, mais la grande majorité d'entre elles ne sont pas prêtes pour ce changement que la presse a baptisé « Problème 2024 ». Certaines entreprises cherchent des solutions de nature technologique,

comme le géant de la distribution Aeon qui utilise l'intelligence artificielle pour réduire de 5 à 10% le temps total de conduite. Des mutualisations sont aussi à l'essai, telles les livraisons conjointes mises en place à Hokkaido par les *kombinis* Lawson, Seven Eleven Japan et FamilyMart. Le gouvernement alerte la filière depuis plusieurs mois, estimant que la capacité de livraison pourrait diminuer de 34 % d'ici à 2030. Pour élargir le vivier de recrutement, une réforme des visas est envisagée, permettant aux chauffeurs de bénéficier de visas pour travailleurs qualifiés. Nikkei [1](#), [2](#), [3](#), [Cabinet office](#)

Politiques économiques

Le retour des touristes au Japon stimule les importations de luxe français. Si le nombre total de visiteurs internationaux, qui a atteint 25 millions en 2023, reste inférieur de 20% au niveau record de 32 millions atteint en 2019, les entrées mensuelles dépassent désormais le niveau d'avant crise. La dépense moyenne par visiteur progresse de 34%, pour un chiffre d'affaires global de 5 300 Mds JPY (33 Mds EUR), dépassant de 10% le montant de 2019. Les visiteurs en provenance de Chine restent à un niveau faible : un quart des entrées et la moitié des dépenses observées en 2019 l'augmentation des flux touristiques en provenance d'autres pays asiatiques comme la Corée du Sud (+25% de touristes par rapport à 2019) et Singapour (+20%) et le développement des pays voisins comme les Philippines et le Vietnam a permis au secteur de dépasser le niveau d'entrées mensuel d'avant crise depuis octobre. Ce rebond se traduit notamment sur les résultats du secteur du luxe, plébiscité par la clientèle étrangère : les ventes en *duty free* mensuelles ont atteint en décembre le niveau record de 250 M EUR et soutiennent les groupes français, dont les exportations vers le Japon connaissent une croissance soutenue en valeur sur les douze derniers mois dans les secteurs de la maroquinerie (+29%), de la bijouterie (+18%), des cosmétiques (+9%) et du Champagne (+9%), pour un total de près de 3 Mds EUR. [E-Stats](#), Nikkei Asia [1](#), [2](#)

Entreprises

Le 27 décembre 2023, l'Autorité de Régulation Nucléaire japonaise (NRA) a levé la suspension d'exploitation de l'opérateur électrique TEPCO sur la centrale nucléaire Kashiwazaki-Kariwa, plus grande du monde et dont les sept réacteurs sont à l'arrêt depuis la catastrophe de Fukushima en mars 2011. L'autorisation d'exploitation avait été suspendue en 2021 à la suite de failles dans certaines mesures anti-terroristes, notamment le contrôle des cartes d'employés pour entrer dans la salle de contrôle centrale, interrompant les efforts en vue d'un redémarrage des réacteurs 6 et 7. Cette décision de la NRA, qui valide des correctifs mis en œuvre par Tepco, est donc une étape clé vers la remise en service de ces deux réacteurs mais la compagnie d'électricité doit encore obtenir préalablement l'aval des autorités locales. Si les maires de Kashiwazaki et Kariwa ont déjà exprimé publiquement leur accord, il manque celui du gouverneur de la préfecture de Niigata, qui s'est engagé à « prendre en compte l'avis de la population de la

préfecture », et réservait sa position jusqu'à cette décision. La remise en service des deux réacteurs est attendue d'ici 2025. [The Japan Times](#), [Yomiuri - Japan News](#)

Entreprises

Le groupe Toyota et ses filiales touchés par une succession de scandales. Depuis que l'entreprise a avoué au printemps dernier avoir faussé des résultats de tests de collision pour certains de ses modèles, une inspection du ministère des transports est en cours. Les premières conclusions confirment un nombre important d'irrégularités, certaines remontant à 1989. 64 modèles de véhicules sont ciblés, incluant des véhicules des marques Toyota, Mazda et Subaru. Particulièrement touchée, la filiale Daihatsu (1,7 millions de véhicules) a annoncé le 25 décembre 2023 l'interruption de la production dans l'ensemble de ses usines, et l'arrêt des livraisons au moins jusqu'au 31 janvier. Toyota s'est engagé sur une « réforme fondamentale » de sa filiale. Ce scandale s'ajoute à l'affaire de l'an dernier des tests falsifiés sur les moteurs du fabricant de camions Hino (qui détenait 37% du marché national des camions et bus en 2022), dont Toyota est l'actionnaire majoritaire. Le groupe est par ailleurs touché, fin janvier, par un nouveau scandale l'ayant poussé à suspendre les livraisons de dix modèles de véhicules diesel à cause d'irrégularités identifiées dans la certification de ses moteurs, non détectées lors des tests. Une nouvelle enquête du MLIT est en cours dans une des usines de Toyota. Nikkei [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Corée

Politiques économiques

La Corée du Sud enregistre une croissance économique de 1,4 % en 2024, un résultat en ligne avec les dernières prévisions nationales et internationales. Selon les chiffres publiés par la Banque centrale de Corée, cette croissance a été possible grâce une hausse des exportations de biens (+ 2,9 % en volume sur un an) et des dépenses des ménages (+ 1,8 %). La chute des importations de biens (- 0,6 % en volume) atténue la contribution négative du commerce extérieur, bien que les importations de services soient en hausse de 21,5 %. Les investissements se relèvent à + 1,2 %, portés par la hausse dans la construction (+ 1,4 %), par des investissements en propriété intellectuelle (+ 1,6 %) et par les achats d'équipements à +0,5 % sur un an. Sur le quatrième trimestre 2023, le PIB coréen a maintenu sa progression de 0,6 % (glissement trimestriel), cependant ce trimestre est marqué par une forte baisse des investissements dans la construction à -4,2 %, situation imputable à une crise survenue sur le marché des projets immobiliers. [BoK](#), [Pulse News](#), [YonHap](#), [Korea Times](#)

Politiques économiques

Le commerce extérieur sud-coréen en berne. Sur l'ensemble de l'année 2023, le total des exportations s'élève à 633 Mds USD, composées aux 2/3 (423 Mds) des cinq produits phares, dont les semi-conducteurs, les automobiles et les produits chimiques. La hausse des exportations en volume a été contrebalancée par certaines baisses de prix. Les dynamiques sont hétérogènes, les ventes de semi-conducteurs ayant chuté de 23,7 % à 98 Mds USD, ce qui a conduit les entreprises à réduire leurs investissements. En revanche, les exportations de voitures ont battu des records, ayant progressé de 31% en 2023, à 71 Mds USD, grâce au succès des voitures à faibles émissions (24 Mds USD). Les importations ont enregistré une baisse marquée (-12 %), à 642 Mds USD. Les Etats-Unis deviennent le premier excédent commercial de la Corée, en hausse de 57 % pour un montant total de 44,4 Mds USD, suivi du Vietnam à 27,5 Mds USD. Les exportations vers la Chine, qui reste le premier partenaire commercial de la Corée mais qui est talonnée par les Etats-Unis, ont chuté de 20 % à 155 Md USD. La Chine constitue ainsi désormais le 3^e déficit commercial de la Corée (18 Mds USD), après l'Arabie saoudite (27 Mds USD) et le Japon (18,6 Mds USD). [Korea Times](#), [YonHap](#), [Pulse News](#), [The Korea Herald](#)

Politiques économiques

Les autorités coréennes s'inquiètent d'une vague de défauts sur le marché de l'immobilier après l'affaire Taeyoung E&C. L'appel public lancé fin décembre 2023 par l'entreprise de construction Taeyoung E&C, 16^{ème} constructeur national en termes de capacités pour permettre une restructuration de sa dette, a suscité une forte inquiétude sur les marchés financiers craignant un effet domino notamment sur les compagnies régionales de construction. Les dettes de l'entreprise étaient estimées à 1,9 Tn KRW (1 Md EUR) en septembre dernier, soit un ratio d'endettement financier de 479 %. Le lendemain de l'annonce, le gouvernement s'est engagé à apporter une facilité de liquidité de près de 170 Mi EUR au secteur. Les autorités financières se sont également dites prêtes à engager des mesures de soutien. Le plan de restructuration de Taeyoung E&C a été approuvé par ses créanciers le 12 janvier. [Pulse News](#), [Korea Herald](#), [JongAng Daily](#), [Korea Times](#), [YonHap](#)

Entreprises

Sur fond de *de-risking*, le gouvernement coréen annonce 472 Mds USD d'investissement dans un cluster de semi-conducteurs au sud de Séoul. Ce plan à horizon 2047 reprend et amplifie le projet de *cluster* de 250 Mds USD à horizon 2026, annoncé en 2023. Samsung Electronics prévoit ainsi d'investir 380 Mds USD dans neuf usines de fabrication et trois centres de recherche, tandis que SK Hynix prévoit 92 Mds USD pour la construction de quatre usines. Plusieurs fabricants « *fabless* » (conception et commercialisation seulement) devraient aussi voir le jour dans ce *cluster*, ainsi que des fabricants de machines et composants, afin de permettre à la Corée de relever son taux d'autosuffisance à 50% d'ici 2030, contre 30% actuellement. Cette annonce intervient alors que

Samsung a reporté d'un an le démarrage de sa nouvelle usine de semi-conducteurs au Texas, face à des coûts d'installation supérieurs aux estimations et aux incertitudes sur la répartition et le calendrier de versement des subventions prévues par le *CHIPS Act*, pour lesquelles un risque de voir les entreprises américaines prioritaires existe. Sur un plan défensif, malgré les autorisations données par l'administration américaine à Samsung et SK pour fournir des équipements à leurs usines en Chine, le gouvernement coréen a insisté sur les « fortes incertitudes géopolitiques » qui pèsent sur l'avenir de la présence coréenne dans ce secteur en Chine. [Yonhap](#), [JoongAng Daily](#), [BusinessKorea](#), [Bloomberg](#)

Entreprises

Les entreprises coréennes demandent des assouplissements aux règles de l'IRA pour préserver leurs approvisionnements de minéraux critiques chinois. Dans un commentaire écrit transmis à l'administration américaine, Hyundai juge « irréalistes » les critères de l'*Inflation Reduction Act* américain, qui exclut les fournisseurs chinois de la chaîne de valeur des batteries pour véhicules électriques. Selon la loi américaine, les véhicules utilisant des minéraux critiques chinois ne seront plus éligibles aux subventions à l'achat à partir de 2025. Le constructeur coréen estime que la Chine contrôle 100% de la production mondiale de graphite sphérique et 69% de la production de graphite synthétique (composants essentiels des anodes de batteries) et qu'aucun pays n'est en position de remplacer la Chine à court terme. De son côté, LG Energy Solutions (2^e fabricant mondial de batteries) a demandé une exemption sur certains minéraux comme le cobalt et le graphite, tandis que SK On (4^e fabricant mondial) a demandé un report de cette règle à 2027. La presse rapporte également que Hyundai aurait des difficultés à obtenir les 350 Mi USD de subventions fédérales espérées au titre de l'IRA dans le cadre de la construction de son usine de véhicules électriques dans l'Etat de Géorgie. [Joongang Daily](#), [Maeil](#), [Joongang Daily](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Les informations présentées dans cette revue d'actualité bimensuelle sont identifiées par le SER de Tokyo et le SE de Séoul.
Elles n'ont aucune vocation d'exhaustivité. Les avis exprimés sont les résumés des articles sources.

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo - raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Pour vous abonner et recevoir une notification par email à chaque nouvelle édition : merci d'adresser votre demande d'abonnement à tokyo@dgtresor.gouv.fr en indiquant la ou les adresses email à ajouter à la liste de diffusion. Il vous sera possible de vous désabonner à tout moment, sur simple demande.

Vous pouvez aussi suivre le SER de Tokyo sur [LinkedIn](#).